



Macron et le MEDEF prêts à tout pour relancer l'économie capitaliste !

Bulletin du NPA Poste - 15 avril 2020



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Lundi soir, Macron a confirmé la priorité de ce gouvernement : « *quand la sécurité des travailleurs et des entrepreneurs est bien garantie, ils doivent pouvoir*

produire ». La « *sécurité* » dont parle Macron, ce sont ces milliers de postier-e-s obligé-e-s de travailler sans protection, alors que le PDG de la Poste, Wahl, cachait des millions de masques ; ce sont ces trois décès à la RATP, dus à l'absence de mesure sanitaire pour protéger les agents et les usagers... Et en annonçant la réouverture, même progressive, des écoles, collèges et lycées le 11 mai, Macron montre là encore une chose : que sa priorité est que les enseignant-e-s gardent les enfants de prolos pour que ces derniers puissent aller se faire exploiter au boulot !

Le discours de Macron a au moins un mérite : montrer que ce gouvernement est le véritable valet du MEDEF. Geoffroy Roux de Bézieux, en effet, dès vendredi dernier, a lancé un appel aux « *entrepreneurs qui le peuvent à reprendre dès maintenant leur activité* ».

Et en plus, ils voudront nous faire payer leur crise !

Ce dernier a d'ailleurs ajouté : « *Il faudra se poser la question des RTT et des congés payés* ». Et toute la presse et les médias d'enchaîner à sa suite en posant la question : « *faudra-t-il travailler plus après le confinement ?* ». Car les capitalistes ont l'intention de nous faire payer leur crise ! Cette crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée par la politique criminelle qu'ils ont poursuivie : **100 000 lits supprimés dans les hôpitaux en 20 ans, restriction des crédits pour la recherche médicale (notamment celle sur les coronavirus), dilapidation des stocks de masques...**

Non contents de vouloir nous faire bosser envers et contre tous pendant cette période, les capitalistes veulent demain détruire définitivement les quelques acquis péniblement gagnés par les luttes de nos anciens ! D'ailleurs, le gouvernement a publié ses décrets sur « *l'état d'urgence sanitaire* » qui prévoient de nous faire travailler jusqu'à 60 heures par semaine. Et demain, ce seront les discours larmoyants des patrons pour justifier licenciements par milliers

et augmentation de l'exploitation !

Et pourtant, de l'argent, il y en a !

Certainement, la crise sanitaire porte un gros coup à l'économie, puisqu'une partie de la production a été considérablement ralentie. Bruno Lemaire a annoncé, pour justifier de nouvelles attaques contre les travailleurs-euses, que la France connaîtrait sa « *pire récession depuis 1945* ». Pourtant, de l'argent, cette société en regorge. M. Roux de Bézieux, disait lui-même en 2011 dans les colonnes du Parisien : « *Oui je suis riche. Aujourd'hui, je gagne 300 000 euros par an à la tête d'un groupe qui emploie un millier de salariés en France.* ». En 2000, il avait empoché quelques 40 millions en revendant la société de téléphonie dont il était patron.

Les dividendes du CAC 40 vont atteindre cette année encore de nouveaux records : **54,3 milliards d'euros, soit 5,9 % de plus que l'an dernier. Le groupe Total à lui seul va reverser 1,8 milliard d'euros à ses actionnaires.** Et ce sont ces gens-là qui vont venir nous expliquer qu'il faut travailler plus pour rétablir l'économie ?

Contre les attaques qui se préparent : dès maintenant, regrouper, s'organiser !

Les capitalistes sont en train de discuter dès maintenant des attaques qu'ils vont mettre en place lorsque le confinement sera terminé. Dès maintenant, nous aussi, nous devons discuter, dans nos cadres d'AG, de collectifs, de regroupements... de la riposte à mettre en œuvre contre cette offensive.

Les capitalistes vont user de tous les arguments pour justifier leurs attaques : entreprises en difficulté, nécessité d'augmenter le temps de travail sinon des emplois seront supprimés... Eh bien exigeons une chose simple : la levée du secret des affaires et le contrôle des comptes des entreprises et de ceux qui profitent de notre travail ! Nous verrons alors quelle est réellement la situation des entreprises, où sont allés les richesses que les travailleurs-euses ont produites et où se situe réellement l'argent !

Car c'est bien de cela qu'il s'agit fondamentalement : les capitalistes qui nous exploitent décident de tout, en fonction de leur bénéfice. Pour en finir avec ce pouvoir patronal, la classe ouvrière ne devra compter que sur elle-même et sur ses luttes.

La Poste invente le sac à dos douche !

Après les cotons tiges pour signer les recommandés, le gel hydro alcoolique coupé à l'eau ou au liquide vaisselle, voici le sac à dos douche qui fuit. Idéal pour finir sa tournée le dos trempé, il devait permettre aux facteurs de se laver les mains en tournée, en palliant l'absence de point d'eau. Raté, il sert juste à La Poste à se donner l'image d'une entreprise qui préserve la santé de ses agents.

La Poste condamnée pour son manque de sécurité...

Le 25 mars 2020, la fédération SUD PTT a assigné La Poste en référé devant le tribunal judiciaire de Paris en demandant que soit «*procéder à une évaluation des risques professionnels liés à l'épidémie de covid-19*», «*le recensement de l'ensemble des activités postales essentielles et non essentielles à la vie de la Nation*» et autres demandes. Statuant en procédure dématérialisée, le tribunal a rendu sa décision jeudi 9 avril et donné raison à la fédération SUD sur ses demandes principales. La Poste va devoir mener une étude sur les risques liés à l'épidémie dans toutes les branches, tous les services et même tous les postes de travail afin d'y apporter les mesures les plus sûres pour notre santé. Elle a également reçu injonction de recenser les activités qui ont un aspect vital pour la population et celles qui n'en ont pas.

Le tribunal reconnaît donc l'absence d'une réelle prise en compte des risques et de mesures adéquates mises en place, justifiant par là-même l'usage des nombreux droits de retrait. Un jugement sur lequel nous devons nous appuyer pour contraindre la boîte à mettre en place des mesures optimales de sécurité.

...et Amazon condamnée à ne livrer que des denrées et des médicaments

Suite à un recours de Solidaires (les syndicats SUD), le tribunal judiciaire de Nanterre vient de condamner jeudi 14 avril le géant Amazon à réduire ses activités aux seules denrées alimentaires et aux produits médicaux. Ce jugement rend évident qu'en cette période les commandes internet de confort doivent cesser et se restreindre au strictement vital.

Presse et surexploitation : exemple sur Lisieux PPDC

Les intérimaires ont été balancés sans bulletin d'itinéraire ni la moindre formation sur des tournées dont certaines font jusqu'à 230 et 260 kilomètres ! Alors qu'ils ont été embauchés pour distribuer la presse, ce mardi 14 avril il aura fallu trois heures aux encadrants pour trouver les BAK de journaux, et ce n'est qu'à partir de 9h30 que les intérimaires, déjà présents depuis 6h30 ont pu entamer leur travail. Refusons que La Poste utilise la précarité des gens pour leur faire accepter les pires conditions de travail !

NON, nous ne sommes pas en guerre !

Et qu'on demande aux populations qui fuient bombardements, viols et tueries de masse, qui se noient en pleine Méditerranée, qu'on parque dans des bidonvilles dégueulasses parce qu'on ne veut pas les voir, ce qu'est vraiment une guerre. Ceux qui invoquent cette "guerre" et "l'union nationale" sont les mêmes que ceux qui ont provoqué des boucheries à grande échelle. Qu'ils le bouffent leur vocabulaire martial, nous n'en serons pas de leur guerre !

Plateforme et réunion nationale des postier-e-s !

Ras-le-bol de travailler sans savoir qui serait ou non porteur de la maladie, de manipuler du courrier qui a été touché par des centaines de mains, d'être contaminé ou potentiellement vecteur de la maladie, de distribuer des pubs ou des parfums achetés sur internet. Signez la plate forme sur plateforme.laposte@gmail.com que vous pouvez consulter sur le facebook *postiers postières en lutte*. Et après le succès des deux premières réunions téléphoniques et du meeting des postiers en lutte, participez à la prochaine réunion téléphonique en vous connectant au 07 56 75 00 25 / code : 3387446 #, à 19h00. Que l'on soit syndiqué-e ou non, discutons ensemble de la riposte que nous devons apporter, en participant à la coordination nationale de postier-e-s en résistance !



Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste